

Réponse de l'AFIEG à la consultation publique de la CRE relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1^{er} avril 2016

L'AFIEG remercie la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) d'offrir l'opportunité aux acteurs de marché de s'exprimer sur la mise à jour des tarifs ATRT au 1^{er} avril prochain.

Dans la continuité de sa précédente contribution relative à la mise à jour des tarifs ATRT au 1^{er} avril 2015, l'AFIEG regrette les écarts récurrents et croissants entre les évolutions demandées par les GRT et les trajectoires d'évolution tarifaire initialement prévues par la CRE lors de l'entrée en vigueur du tarif ATRT.

En particulier l'AFIEG s'interroge sur les prévisions de souscriptions prises en compte. Elle s'étonne notamment de la baisse prévisionnelle envisagée sur le réseau de GRTgaz (-2,0% en moyenne). La révision de ces hypothèses constituant l'un des principaux facteurs d'évolution des tarifs en cours de période tarifaire, il conviendrait d'apporter davantage de transparence et d'éléments d'explication sur la méthodologie employée par la CRE dans son appréciation des hypothèses soumises par les GRT. Cette transparence s'impose d'autant plus que les éventuels trop perçus liés à une sous-évaluation des volumes acheminés prévisionnels ne seront reversés que partiellement et tardivement à la communauté des expéditeurs. Enfin, l'AFIEG souhaiterait que la méthodologie d'affectation des charges à recouvrer entre les différents types de produits de capacité (a minima entre acheminement « amont » et « aval ») soit précisée afin de pouvoir estimer a priori les conséquences d'un écart de souscriptions en cours de période tarifaire sur les niveaux futurs des tarifs.

L'AFIEG estime que ce manque de visibilité tarifaire expose les fournisseurs à un risque réglementaire croissant, a fortiori, dans un contexte concurrentiel où les offres à prix fixe tendent à se développer.

Par ailleurs, l'AFIEG estime qu'il devient urgent de briser le cercle vicieux dans lequel les hausses tarifaires conduisent à des baisses de souscriptions qui entretiennent mécaniquement et renforcent cette tendance haussière.

Ce phénomène est amplifié par les modalités d'apurement du du Compte de Régulation des Charges et des Produits (CRCP) et en particulier par son inertie. Comme indiqué dans la consultation, « en ajoutant au stock restant à apurer l'écart sur le CRCP 2014 et le CRCP provisoire 2015, on obtient un montant global du CRCP de 68,2 M€ à restituer aux consommateurs. » Ce montant représente 3,7% de la demande de revenu autorisé de 1 853 M€ de GRTgaz pour 2016, en augmentation de 4,5% par rapport à 2015.

La restitution du CRCP étant actuellement étalée sur 4 ans, le bénéfice que devraient immédiatement en retirer les consommateurs par une réduction des tarifs d'acheminement s'en trouve fortement diminué. L'AFIEG note de plus que toute sous-évaluation prévisionnelle des souscriptions de capacité ne viendra que contribuer à gonfler artificiellement encore plus le CRCP des années suivantes. Les consommateurs finaux se retrouvent ainsi exposés à un risque de hausse artificielle du prix de fourniture au bénéfice des GRT qui bénéficient d'un effet trésorerie immédiat dont la valeur se trouve renforcée par l'inertie du mécanisme compensatoire.

L'AFIEG souhaiterait donc voir trouver des solutions pour contrer ces augmentations sans fin des tarifs d'acheminement du gaz naturel. Parmi les pistes possibles, un apurement accéléré du CRCP au lieu des 4 ans actuels pourrait apporter une nouvelle dynamique au développement de la consommation de gaz naturel en France. L'entrée en vigueur de l'ATRT6 devrait être l'occasion d'apurer les CRCP et de réviser les méthodologies de prévisions de souscription afin de repartir sur des bases saines.

Enfin, en ce qui concerne la méthodologie de révision tarifaire et d'affectation des sur/sous revenus en cours de période tarifaire, l'AFIEG estime pertinent de prendre en compte l'esprit des dispositions des articles 158 et 159 de la Loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte en limitant, autant que faire se peut, les évolutions tarifaires pour les consommateurs fortement consommateurs de gaz soit interruptibles ou dont les sites présentent un profil de consommation prévisible et stable ou anticyclique

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une évolution des coefficients de majoration des tarifs infra-annuels aux PITS devrait être étudiée dans le cadre plus large de l'ATRT6 ?

L'AFIEG souscrit à l'analyse de la CRE quant au caractère structurel de cette évolution.

Elle est favorable à toute évolution qui conduit à minimiser les surcoûts des produits court terme. La réduction du prix de ces capacités pourrait renforcer l'attractivité des souscriptions de capacités de stockage court terme.

Concernant les évolutions de l'encadrement de l'Accès des Tiers aux Stockages, l'AFIEG souhaite que ces dernières fassent l'objet, dans les meilleurs délais, d'une communication officielle et qu'un calendrier soit communiqué à cette occasion aux acteurs de marché.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'introduction, selon les modalités décrites ci-dessus, d'un nouveau produit de capacité aux PITS de GRTgaz appelé Capacité d'Interface Transport-Stockage (CITS), en lieu et place des capacités fermes et interruptibles ?

Par principe l'AFIEG est favorable à toute évolution allant dans le sens d'une disponibilité accrue des capacités souscrites aux PITS et d'une meilleure visibilité sur la disponibilité des capacités souscrites le plus amont possible des fenêtres de nomination.

Dans la perspective des réflexions sur la régulation des produits commercialisés par les opérateurs de stockage, l'AFIEG souhaite sensibiliser la CRE sur la nécessité d'améliorer substantiellement leur compétitivité en leur conférant une fermeté accrue et en permettant aux expéditeurs de disposer de davantage de flexibilité sur leur utilisation (en injection comme en soutirage). Il pourrait également être envisagé de revoir l'architecture des offres en proposant à terme un produit unique comprenant le stockage et la capacité d'interface stockage-transport.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j de capacité ferme quotidienne à Obergailbach dans le sens France vers Allemagne dès le 1^{er} avril 2016 dans les conditions proposées par GRTgaz ? Si vous êtes expéditeurs, envisageriez-vous de souscrire ce produit ?

L'AFIEG est favorable à cette proposition. L'introduction de ces produits dans le sens France vers Allemagne est de nature à offrir des opportunités d'arbitrage accrues entre le PEG Nord et le NCG. Plus largement, l'AFIEG souhaiterait une homogénéisation des pratiques d'odorisation à la maille européenne, seule solution permettant à long terme et à des conditions économiques raisonnables d'assurer l'effectivité des échanges physiques entre les différents Hubs gaziers.

Le niveau envisagé pour le prix de réserve de la capacité France>Allemagne paraît trop élevé eu égard à l'absence de surcoûts significatifs pour le GRT et aux effets positifs que pourraient engendrer l'utilisation de ces capacités notamment en terme de minimisation des coûts d'énergie. Ce niveau de prix pourrait in fine rendre ce nouveau produit non attractif.

Concernant le PIR Obergailbach, l'AFIEG regrette qu'aucune solution n'ait été apportée à la problématique de diminution des capacités de sortie Allemagne vers France à Medelsheim. L'AFIEG souhaite que les acteurs de marché soient régulièrement tenus informés de l'état d'avancement des discussions entre les parties concernées et que ce sujet fasse l'objet de discussions dans le cadre de la Concertation Gaz.

Question 4 : Etes-vous favorable à un renforcement de l'incitation relative à la qualité des consommations mesurées au PITD ?

L'AFIEG est favorable à cette évolution

Question 5 : Avez-vous des commentaires sur l'indicateur portant sur le stock en conduite projeté et sur l'opportunité de suivre la fiabilité de cette information en plus de la ponctualité de sa publication ?

L'AFIEG estime que la qualité de cet indicateur revêt un caractère critique dans l'appréciation de la tension du système par les acteurs de marché. Ainsi, il est évident que cette publication doit faire l'objet d'un encadrement rigoureux, tant en ce qui concerne la ponctualité de ses mises à jour que sa qualité globale.

Question 6 : Etes-vous favorable à la création d'un nouvel indicateur portant sur le respect des programmes de maintenance ? Dans l'affirmative, avez-vous des suggestions d'indicateur ?

L'AFIEG partage le constat de la CRE.

Elle regrette que la disponibilité des capacités fermes ne fasse l'objet d'aucune régulation incitative. Il conviendrait d'introduire une régulation incitative unidirectionnelle qui conduirait le GRT à reverser un montant à la collectivité dès le premier KWh de capacité ferme non disponible.

Concernant la disponibilité des capacités interruptibles l'AFIEG souhaite qu'une incitation financière soit intégrée dans l'ATRT. Cette incitation pourrait prendre la forme d'un bonus/malus qui s'appliquerait à partir de seuils définis par le régulateur. Ces seuils et les montants de l'incitation devront évoluer dans le temps de manière à fournir une incitation effective à l'amélioration continue du niveau de disponibilité.

Concernant les programmes de maintenance. L'AFIEG souhaite que les GRT soient incités financièrement à fournir leur meilleurs efforts tant en termes de minimisation des impacts des maintenances sur le système que de publication et de transparence sur les programmes de maintenance. Les GRT devront être incités à fournir des estimations fines et contraignantes sur les taux de réduction de capacités interruptibles. Les pratiques actuelles ne sont pas satisfaisantes avec des publications non contraignantes (jusqu'en J-1 15.30) et présentant des intervalles (TRI Min – TRI Max) bien trop larges.

Question 7 : Avez-vous d'autres commentaires ou proposition concernant le dispositif de régulation incitative de la qualité de service des GRT ?

Voir réponse à la Q.6